

# *la nouvelle lettre*

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire : 0411G87909  
ISSN : 1951-4727

N°993 du 4 Avril 2009

Hebdomadaire 1 €

## **EDITORIAL**

### **DU JAMAIS VU**

C'est avec emphase et contentement de soi que notre Président a rendu compte des débats du G20 et de la déclaration qui les concluait. A plusieurs reprises, il s'est émerveillé des progrès réalisés en un jour, il a ponctué chacune des mesures projetées d'un « c'est du jamais vu », laissant bien entendre que grâce au couple franco-allemand un tournant historique venait d'être pris. Voilà le capitalisme vraiment « refondé ».

Je ne suis pas sûr que le capitalisme ait été refondé, il a simplement été un peu plus entravé qu'il n'était. Si je déplore les entraves nouvelles, je me réjouis de constater que rien dans le sommet de Londres ne peut passer pour révolutionnaire, ni même pour constructif (à la différence de la conférence de Bretton Woods dominée par les projets de système monétaire présentés par Keynes et White).

Les entraves concernent la réglementation financière. Elles partent d'un constat erroné : ce serait l'absence de réglementation qui aurait conduit aux débordements financiers qui eux-mêmes ont créé la crise économique. Or, les responsabilités de la crise financière, telles que les relèvent la plupart des économistes, sont à chercher principalement dans deux directions : d'une part les subprimes, c'est-à-dire la démagogie des politiciens américains qui ont obligé les banques à accorder des prêts immobiliers à des emprunteurs sans ressource, au nom d'un « droit au crédit immobilier », d'autre part le laxisme monétaire de la FED qui depuis des années ne cesse d'abaisser les taux d'intérêt, incitant n'importe qui à investir dans n'importe quoi, et permettant à ceux qui se sont trompés de persévérer dans leurs erreurs en reportant toujours l'heure de vérité.

Autre constat erroné : la finance ne connaîtrait aucune réglementation. C'est faux, il n'existe aucun autre secteur économique aussi réglementé que le secteur financier. Que les réglementations soient mal conçues, ou mal venues, cela ne fait pas de doute. Mais en rajouter une couche ne changera rien à l'affaire, la seule réglementation efficace étant celle de la concurrence et de la responsabilité des financiers qui font de mauvaises affaires.

Au lieu de cela, on cherche des boucs émissaires : les hedge funds et les traders. Les hedge funds (fonds spéculatifs) appartenaient en effet à une branche des institutions financières relativement peu réglementée, c'est d'ailleurs pour cela qu'ils avaient été créés. Mais ils ne sont absolument pour rien dans la crise financière, tout le monde en convient. Quant aux pauvres traders, si certains ont incontestablement dérapé et pris des positions qui se sont révélées après coup trop risquées, la grande majorité d'entre eux a fait son travail consciencieusement, et on aura bien besoin de bons traders pour rechercher la véritable valeur des actions des entreprises, une valeur qui a été fort chahutée depuis quelques mois.

La réglementation bancaire est également appelée à se renforcer. Il y aura une « supervision » (sic) plus efficace, et des règles comptables plus strictes (mais les « ratios prudentiels » des accords de Bâle II ont été plus néfastes qu'utiles).

Le « jamais vu » est surtout la chasse aux paradis fiscaux. « Le temps du secret bancaire est révolu », a-t-on dit dans l'unanimité au G 20. Madame Primarolo et ses amis de l'OCDE doivent en effet jubiler : le combat qu'ils mènent depuis des années semble triompher, et ils donnent la liste des mauvais élèves. Maintenant, il reste à savoir ce qu'en droit cette chasse peut bien valoir, et il sera difficile d'effacer d'un revers de main la concurrence fiscale, puisque tout pays appliquant une fiscalité moins lourde que son voisin est supposé être un paradis fiscal. Le G20 n'a pas prévu une harmonisation fiscale forcée. La mondialisation des entreprises et des finances permettra aux bons gestionnaires d'échapper aux réglementations, et le secret bancaire se reconstruira d'une manière ou d'une autre.

Je ne dirai rien de la dotation de 1.000 milliards donnée au Fonds Monétaire International pour « relancer » : qui va donner cet argent (les Américains vont-ils perdre la maîtrise du FMI ?) et à qui va-t-on le donner et pour quoi faire ?

Le bon côté des choses, c'est que l'on a évité les catastrophes majeures. Et le G20 est plus important par ce qui ne s'y est pas dit ou pas décidé que par les mesures qu'il a prises.

Le libre-échange mondial n'a pas été remis en cause, et la tentation protectionniste a été écartée. Il est vrai que la concurrence est faussée par les mesures de soutien apportées par les Etats à leurs nationaux dans le cadre de la lutte contre la crise. Mais au niveau des principes le cœur du capitalisme mondial n'a pas été atteint.

On n'a pas évoqué non plus les perspectives d'un super Kyoto, où les besoins de la planète et le réchauffement climatique auraient eu priorité sur la productivité et la croissance. Le G20 n'a pas été le Grenelle mondial. Le vice-président Al Gore ne doit pas être content.

Enfin, on n'a pas créé un nouveau système monétaire international, ni inventé une « unité de compte mondiale » comme le souhaite le président russe Medvedev. Pas de Bretton Woods. Au passage, l'idée que nous serions actuellement régis par le système « anglo-saxon » de Bretton Woods et que le G 20 aurait rompu avec ce modèle est purement grotesque, puisque le système de Bretton Woods n'existe plus depuis 1971 ! Certes le FMI a été créé par les mêmes accords, mais son rôle de régulateur monétaire ou financier est réduit à néant (ou presque, pour tenir compte des « droits de tirage spéciaux » qui viennent de lui être alloués).

Ainsi l'ordre économique mondial n'a-t-il pas été ni repensé, ni reconstruit à Londres, et c'est tant mieux. Les seuls ordres qui garantissent la liberté et la prospérité sont ceux qui jaillissent spontanément de l'action humaine, des initiatives prises par des hommes libres et responsables coordonnés par le processus de marché. La présomption des hommes politiques aurait pu être « fatale » comme disait Hayek, elle a été simplement médiatique.

Jacques Garello

## Conjoncture

### ET SI LA VRAIE MENACE, C'ÉTAIT L'INFLATION ?

Le discours ambiant est clair : la récession sera plus grave que prévu, le chômage aussi ; il faut donc tout faire, y compris n'importe quoi, pour relancer l'économie (par la demande, bien sûr), puisque la menace véritable, c'est la déflation. Et si c'était une erreur d'analyse ? Et si nous n'étions pas en déflation ? Et si surtout demain, avec tous ces plans délirants qu'il faudra financer par création monétaire, la vraie menace durable, c'était l'inflation ?

#### Seul compte le dogme keynésien, pas la réalité

La situation économique est plus dégradée que prévu. Les derniers chiffres de l'OCDE sont inquiétants : pour la première fois depuis la guerre, il y aura une récession au niveau mondial, alors qu'en 1975, par exemple, elle ne portait que sur les pays développés, et encore pas tous. Le recul du PIB mondial en 2009 serait de 0,5% à 1%. Pour les pays développés, la prévision de récession est désormais de 3 à 3,5%. Le reste, chômage en tête, sera à l'avenant. On en vient à douter d'une reprise en 2010.

Il s'en suit une panique des gouvernements, qui multiplient les relances de plus en plus fortes, ce qui ne change rien à la récession. La folie du court terme, qui a caractérisé les gouvernements depuis que Keynes leur a appris qu'à « long terme, nous serons tous morts », les conduit à se focaliser sur la seule demande globale : d'où la relance par la consommation, grâce aux largesses publiques, et par les investissements publics (les grands travaux) : dans tous les cas, cela signifie hausse des dépenses publiques et explosion des déficits.

Pourquoi s'inquiéter, puisque, comme l'expliquent de nombreux économistes, nous sommes en déflation ? La leçon keynésienne est bien apprise : soit il y a inflation sans chômage, soit il y a chômage sans inflation (comme en 1929, où les prix s'effondraient) : comme il y a chômage, nous sommes forcément en déflation. En effet, ce n'est pas la réalité qui compte, mais le dogme keynésien. Si l'on regardait la réalité, qu'est-ce qu'elle nous apprendrait ?

## **Nous ne sommes pas en déflation**

D'abord, la situation actuelle des prix. Pour les pays développés, la meilleure estimation de l'inflation, par la hausse annuelle des prix à la consommation, est celle de l'OCDE. Pour le dernier chiffre connu (douze mois se terminant en janvier ou février 2009), la hausse des prix est de 1,3% pour l'ensemble de l'OCDE. Elle est de 2,2% pour l'ensemble de l'Europe et de 0,5% seulement pour le G7. Ce dernier chiffre s'explique notamment parce que les Etats-Unis et le Japon ont eu dans la période une inflation nulle, mais ce n'est pas le cas des autres pays (3,2% en Grande-Bretagne, 1% en Allemagne, 0,9% en France, 1,4% au Canada, 1,6% en Italie). De tous les pays membres, seule l'Irlande a connu une baisse des prix.

Certes, cette inflation n'est pas forte. Ce sont des chiffres raisonnables, et encore, l'Europe a tout de même plus de 2% d'inflation. Mais il en va différemment dans des pays qui n'appartiennent pas à l'OCDE : 5,8% au Brésil, 10,4% en Inde, 8,2% en Indonésie, 8,4% en Afrique du sud et 13,4% en Russie. Ce n'est pas exactement une déflation, c'est même ce qu'on appelle une inflation ouverte. Pratiquer une relance keynésienne par la demande, au prétexte qu'il n'y a pas d'inflation, est donc une erreur de jugement.

La situation peut-elle s'inverser dans les prochains mois ? Les politiques actuellement suivies préparent en fait l'inflation de demain. Les taux d'intérêt ont été abaissés au-delà du raisonnable, à 0,2% aux Etats-Unis, 0,5% en Grande-Bretagne, 1,5% en Europe. Il n'y a rien d'étonnant à cela : les banques centrales inondent l'économie mondiale de monnaie. On ne cesse d'injecter des liquidités dans l'espoir fallacieux que les entreprises finiront bien par investir et les ménages par consommer. Mais on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. En revanche, ces liquidités vont fatalement se traduire en inflation « trop de monnaie chassant après trop peu de biens » (formule de Keynes, qui en l'occurrence avait dit vrai).

## **Demain, l'hyperinflation ?**

On ne doit pas oublier que l'origine de l'inondation monétaire présente et future est l'accumulation des déficits publics. Avec le plan Obama, le déficit budgétaire dépassera les 11 ou 12% du PIB. En France, le gouvernement annonce 5,6% de déficit en 2009, mais les experts pensent qu'on sera à 6%, voire plus. Comment financer ces déficits ? Déjà, dans certains pays, ils minent l'économie en minant la confiance : de la Grèce à l'Irlande, en passant par l'Espagne ou le Portugal. Les Etats peuvent-ils emprunter ? Où trouver l'épargne ? L'épargne nationale est souvent ponctionnée, seules subsistent quelques réserves d'épargne au monde : les déficits américains ne pourraient être financés sans les Chinois. Cela ne suffira pas.

Les Etats se tournent donc, comme au bon vieux temps où l'on faisait marcher « la planche à billets », vers les banques centrales. Au Japon, au Royaume-Uni et maintenant aux Etats-Unis, les banques centrales rachètent des bons du trésor, c'est-à-dire créent de la monnaie, comme autrefois, pour financer le déficit budgétaire. Cela représente aux USA 300 milliards de dollars d'achat en Bons du Trésor et donc autant de monnaie créée artificiellement. Même Michel Aglietta, qui n'est pas exactement ce que l'on appelle un monétariste « ultralibéral », reconnaît dans le Monde qu'en « achetant des Bons du Trésor à prix constant pour créer de la monnaie centrale, elles (les banques centrales) deviennent asservies au budget de l'Etat, ce qui supprime de facto leur indépendance ». N. Sarkozy fait le forcing pour que la BCE fasse de même, au mépris des traités européens.

Les épargnants qui ont souscrit à ces emprunts apprécieront ; il n'est pas sûr que les Chinois s'engagent durablement dans ce marché de dupes. On revient à la politique inflationniste de l'après-guerre, visant à réduire la charge de la dette publique.

Le Monde, avec lequel nous sommes rarement d'accord, affirme sous la plume de P-A Delhommais qu'on « monétise les dettes », y compris publiques. « Que les citoyens commencent à se défier et la porte serait grande ouverte pour un épisode d'hyperinflation et de fuite devant la monnaie ». Il cite Warren Buffet « Il est certain que ce que nous sommes en train de faire pourrait conduire à une forte inflation. En économie, il n'y a pas de déjeuner gratuit. Il faudra payer plus tard le repas qu'on s'apprête à nous servir ». Celui qui paye, c'est le consommateur moyen, c'est l'épargnant. Voilà une grande « politique sociale » !

Jean-Yves Naudet

## **L'ONU DE PLUS EN PLUS REPRÉSENTATIVE**

Il nous est arrivé de râler contre l'ONU, souvent paralysée et incapable de prendre une décision, peu respectueuse des véritables droits de l'homme : la Libye a présidé le comité des droits de l'homme et la Chine a trouvé grâce face à cette commission. On parle beaucoup de droits de l'homme à l'ONU, mais il ne fait pas bon critiquer les régimes totalitaires qui y sont admis avec les égards dus à leur rang. Un nouveau pas dans la mauvaise direction a été franchi avec l'actuel président de l'Assemblée générale, représentant du Nicaragua.

Il s'agit du père Miguel d'Escoto. Le site officiel de l'ONU, service de la communication, en fait une description digne des images d'Épinal, dont voici un extrait : « Inspiré par la vie et l'œuvre de personnalités telles que Léon Tolstoï, M. K. Gandhi, le docteur Martin Luther King et Dorothy Day, le père d'Escoto est un avocat du multilatéralisme et du respect du droit international, profondément attaché aux principes de la non-violence active, de la solidarité et de la justice sociale qui, alliés à un grand sens de l'éthique, forment le socle de ses activités politiques ». Saint Miguel d'Escoto, en quelque sorte.

Voici la réalité : ce prêtre est depuis longtemps un des hauts dirigeants sandinistes du Nicaragua. Il a été plusieurs années ministre des affaires étrangères. Jean-Paul II l'avait excommunié pour ne pas s'être mis en règle avec l'Église et ne pas avoir démissionné de son ministère. On se souvient de la forte image de Jean-Paul II, en train de réprimander un autre prêtre-ministre, à genoux devant lui à l'aéroport, Ernesto Cardenal. D'Escoto était à côté de lui et menait la guerre, au nom de la théologie de la libération, (condamnée par Jean-Paul II et par le cardinal Ratzinger), contre l'impérialisme américain. Ce grand pacifiste a notamment été prix Lénine : voilà qui en dit plus long que la biographie officielle de l'ONU.

Le revoici aux affaires, avec le retour des sandinistes au pouvoir et la présidence de Daniel Ortega. Il est donc à la tête de l'assemblée générale de l'ONU pour un an. Il revient d'un voyage en Syrie et en Iran, où il a été frappé par le « grand respect » dont bénéficie Mahmoud Ahmadinejad, président iranien, « injustement diabolisé » par les États-Unis. Il est photographié avec lui, un bras autour de son cou. D'Escoto a défendu le programme nucléaire iranien, dont on connaît le grand pacifisme. Il conteste que le président iranien ait promis de « rayer Israël de la carte ». Comme nous l'avons tous vu proférer ces menaces, il faut croire qu'il y a eu un truquage des images par la CIA ou le Mossad. Bien entendu, cette haine d'Israël ne l'empêchera pas de préparer Durban II, prochaine conférence contre le racisme.

Il s'est aussi élevé contre le mandat d'arrêt de la cour pénale internationale (CPI) contre le président soudanais Omar Al-Bachir, pour les crimes commis au Darfour. Pour lui, cette décision contribue à « approfondir la perception selon laquelle la justice internationale est raciste ». Que pèsent en effet les 300 000 soudanais morts, selon l'ONU elle-même, au Darfour ? Tout cela n'est qu'invention raciste occidentale. La preuve : « Qui en premier a soulevé la question du génocide ? Bush. Imaginez-vous Al Capone appeler la police pour dire qu'on a volé du lait au marché ». On imagine la tête des diplomates écoutant cette comparaison un peu osée entre Bush et Al Capone.

Bien entendu, selon lui, les Palestiniens sont victimes « d'apartheid ». A ce propos, Le Monde reconnaît qu'il « fait preuve, sur Gaza, d'un activisme parfois jugé excessif par la délégation palestinienne ». C'est dire... Bien sûr, les menaces de mort dont il fait l'objet sont nées « de rumeurs propagées par des diplomates israéliens ».

Pour les Anglais, ses déclarations « sèment la discorde », pour les Américains, elles sont « bizarres » et pour l'ambassadeur de France « inacceptables ». Cela dit, Le Monde nous rassure tout à fait sur la suite des événements : « Beaucoup de diplomates, notamment occidentaux, attendent impatiemment la nomination du successeur de M. d'Escoto, qui sera vraisemblablement libyen ». Voilà en effet de quoi nous rassurer pleinement. Et dire que certains veulent sortir de la crise économique avec une sorte de gouvernement mondial calqué sur l'ONU ! Bon courage...

## **DERRIÈRE LA CRISE TCHÈQUE UNE CRISE EUROPÉENNE ?**

Le Parlement tchèque a voté la censure contre le gouvernement Topolanek mardi soir 24 mars ; le jeudi 26, juste au moment où nous bouclions la Nouvelle lettre précédente, le premier ministre démissionnait. Pourquoi revenir huit jours plus tard, sur un événement en apparence mineur : des crises politiques, il y en a partout et tout le temps. On savait déjà le parlement partagé ; l'investiture avait été votée de peu, grâce à un ou deux transfuges ; ce qu'on voit aujourd'hui est donc banal : quelques voix se sont déplacées en sens inverse et le gouvernement est tombé. Ce n'est pas un événement planétaire. Et pourtant, il y a ce qui se voit moins et surtout ce qu'on ne voit pas !

D'abord, la République tchèque préside jusqu'à fin juin l'Union Européenne. Une Union sans président donc désormais ou avec un président en sursis ou en survie. « Cela n'aura pas d'impact sur notre présidence » a affirmé l'ex-premier ministre. Certes, mais il est bien allé présenter sa démission au président Klaus. Celui-ci doit donc désigner un nouveau premier ministre. Sans doute reprendra-t-il provisoirement le même, pour expédier les affaires courantes, mais il faut aussi que le parlement l'accepte. Si le parlement confirme son vote du 24, et cela trois fois de suite, de nouvelles élections sont inévitables. Mais le président Klaus souhaite « une solution rapide ».

Ensuite, il faut savoir que le président Obama va passer le 5 avril en République tchèque, pour des entretiens avec les responsables européens. Pour voir un premier ministre par intérim, alors qu'il y a des sujets importants, dont la question de l'implantation d'un bouclier anti-missile dans le pays. De plus, l'ex-premier ministre a eu, à juste titre nous semble-t-il, des mots très durs pour la politique économique de relance keynésienne d'Obama : « Les Etats-Unis sont engagés sur une voie qui mène à l'enfer ». Bonjour l'ambiance... Idem pour la représentation de l'Union au G20. C'est devenu l'Europe des CDD ; ils étaient de six mois, les voilà raccourcis. On en est aux intérimaires !

Autre élément important, la divergence entre le président Klaus et son ex-premier ministre, pourtant appartenant naguère au même parti. Mais Klaus trouve son ancien parti (ODS), dont il a démissionné de la présidence d'honneur, trop politiquement correct vis à vis de l'Europe de Bruxelles et de la bureaucratie européenne. Il a donc fondé un nouveau parti. Et tous les observateurs pensent que la main de Klaus est derrière la chute de Topolanek. C'est avec son accord que certains parlementaires de son ex-parti ont voté contre le gouvernement. Ce qui est en jeu, c'est donc la suite, les futures élections, et le débat entre un libéralisme fort à la Klaus, membre de la société du Mont Pelerin, et un libéralisme plus tempéré, plus « centriste » de Topolanek (sans compter l'opposition de gauche, qui compte les points). En tous cas, la crise actuelle renforce le rôle du président Klaus.

Et si tout cela n'était pas l'essentiel ? Et si le véritable enjeu, celui qu'on ne voit pas, était le traité européen ? Certes, il a été voté par la première chambre. Mais le vote du sénat ne doit avoir lieu, théoriquement, que dans la troisième semaine d'avril. Qu'en sera-t-il désormais ? La date sera-t-elle repoussée jusqu'à ce que la situation politique s'éclaircisse ? Mais si vote il y a, il suffit que sept sénateurs ODS changent de camp pour que le traité ne soit pas ratifié. Et si le sénat vote, il faut encore la signature du président tchèque.

C'est donc peut-être avec le traité qu'on est au vrai cœur du problème. Et cela alors que certaines ratifications ne sont pas encore acquises ailleurs, avec le prochain referendum irlandais. Et si les Irlandais, très touchés par la crise économique, disaient aussi non ? M. Barroso, qui craint aussi pour son propre poste à l'occasion des élections européennes de juin, commence à paniquer : « Je presse tous les leaders politiques tchèques de ne pas prendre en otage le traité de Lisbonne ». Car il a compris que si la ratification tarde en République tchèque, les Irlandais joueront la montre pour retarder leur référendum. Le feuilleton du traité nous promet d'intéressants rebondissements, sans compter, au milieu, le vote de juin dans tous les pays d'Europe pour renouveler le parlement. Et si le traité revenait au centre du jeu électoral européen ?

## **UNE VRAIE MAUVAISE NOUVELLE : LA CHUTE DU COMMERCE MONDIAL**

Dans la crise actuelle, il y a ce qui compte et ce qui ne compte pas. La question des bonus des patrons est une nouvelle de peu d'importance et à relativiser. C'est une question qui relève des propriétaires de l'entreprise, donc du libre contrat, et, en cas de mauvaise gestion, de la morale économique élémentaire. En revanche, les informations que l'on commence à recevoir sur l'évolution du commerce mondial en 2009 sont de première importance. C'est le dynamisme des échanges commerciaux qui a longtemps tiré la croissance, et c'est ce qui a empêché la crise de s'aggraver plus que ce que l'on observe.

Mais ce secteur stratégique semble en train de craquer à son tour. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) annonce en effet que le recul des échanges devrait être de 9% en 2009. Ce serait la chute la plus grave depuis la guerre. C'est dans les pays riches que le recul devrait être le plus fort (au moins 10%), ce qui explique que la récession y soit plus forte qu'ailleurs (dans l'ex-tiers-monde, la croissance du PIB s'est ralentie, mais elle reste positive, en partie soutenue par les échanges). Jusqu'à maintenant, chaque année, la croissance des échanges dépassait celle du PIB, ce qui veut dire qu'année après année la part des exportations (et des importations) dans le PIB de chaque pays ne cessait de progresser : mondialisation croissante. Cette année, ce sera l'inverse, le recul des échanges sera plus prononcé que celui du PIB. Cela va tirer fortement la croissance vers le bas.

Ce recul rend encore plus nécessaire le combat pour le libre-échange, et dans cet esprit nous diffusons la pétition d'Atlas. D'ailleurs, Pascal Lamy lui-même, pourtant socialiste, qui dirige l'OMC, exhorte les gouvernements à ne pas aggraver la situation en soutenant des entreprises nationales défaillantes aux dépens de leurs concurrents étrangers. Or, selon lui, et il a raison, le recours à des mesures protectionnistes « est en augmentation », ce qui « risque d'étouffer le commerce comme moteur de la reprise ». La lutte pour le libre-échange et contre le protectionnisme est donc un des axes forts d'une véritable politique de reprise économique. Ce serait autrement plus efficace que toutes les relances par la demande.

Mais la démagogie des gouvernements masque cette réalité et on croit sauver l'économie en subventionnant nos entreprises et en fermant nos frontières, ce qui ne fera qu'aggraver la crise. Puisque M. Lamy est socialiste, il ferait bien d'expliquer cela à ses amis. En effet, le PS vient à nouveau de s'entredéchirer sur cette question, à l'occasion de la préparation de la campagne des européennes. Ce sera un des axes de leur campagne. Partagés entre libre-échangistes et protectionnistes, les socialistes ont trouvé une fausse solution de compromis dont ils ont le secret, en choisissant de parler du « juste échange ». Maître-mot : la régulation du libre-échange. Il s'agit de faire adopter des règles dans les relations commerciales, comme le respect de normes sociales ou environnementales. C'est cela pour eux « le juste échange ».

En réalité, ces régulations sont le plus sûr moyen de provoquer l'effondrement des échanges et de ruiner le tiers-monde et les pays émergents. Les pays très développés de l'OCDE ont des atouts à faire valoir, mais ils ne peuvent empêcher les autres pays, pauvres ou émergents, d'abattre leurs propres atouts, par exemple leurs faibles coûts en salaires ou en protection sociale ; les obliger à s'aligner sur nous, c'est leur interdire tout commerce.

Il en va de même à l'intérieur de l'Union Européenne, au sein de laquelle le PS veut lutter contre « le dumping fiscal et social ». C'est bien au contraire de la concurrence entre divers systèmes fiscaux, sociaux et réglementaires que naissent aujourd'hui des échanges nombreux et variés. Si tout le monde se ressemble, pourquoi échanger ? Très originale aussi l'idée d'accroître le budget européen pour « rattraper graduellement le mieux-disant en terme de salaire minimum » : voici donc le salaire minimum fixé par Bruxelles ! Même s'ils s'en défendent, les socialistes s'alignent donc sur le pire des protectionnismes et des interventionnismes. Ce qu'ils n'ont pas compris, c'est que le juste échange, c'est l'échange libre.

## **PÉTITION CONTRE LE PROTECTIONNISME**

Le sommet du G20 aura au moins échappé à une tentation suicidaire : réhabiliter le protectionnisme. Certes, en novembre dernier le mini sommet de Washington avait rappelé la nécessité de maintenir à tout prix le libre échange mondial. Mais sait-on jamais, avec des gens qui voulaient « refonder le capitalisme » dont la mondialisation est l'une des marques ! Aussi certains avaient-ils pris les devants et lancé une pétition contre le protectionnisme.

L'initiative est venue de la fondation Atlas et de l'International Policy Network, mais près de 80 instituts et centres de recherches leur ont emboîté le pas. Les rédacteurs de cette Nouvelle Lettre l'ont signée. Nous l'avons d'ailleurs publiée sur le site de l'ALEPS [www.libres.org](http://www.libres.org) pour permettre aux internautes de la signer avant le 1<sup>er</sup> avril. Pour ceux qui ne l'auraient pas lu, nous leur proposons de connaître ce texte.

*« Le spectre du protectionnisme réapparaît. Il constitue toujours une politique dangereuse et irrationnelle, mais particulièrement en temps de crise économique puisqu'il menace d'endommager l'économie mondiale. La prémisse spécifique du protectionnisme est qu'il accroît la prospérité nationale parce que l'État confère un pouvoir de monopole aux producteurs nationaux. Mais comme des siècles de raisonnement économique, d'expérience historique et d'études empiriques l'ont démontré, cette prémisse est totalement fautive. Le protectionnisme crée la pauvreté, pas la prospérité. Le protectionnisme ne « protège » même pas le travail ou les industries nationales ; il les détruit, en causant du tort aux industries d'exportation et aux industries qui font appel aux importations pour produire leurs biens. Augmenter le prix de l'acier en « protégeant » les industries sidérurgiques locales ne fait qu'augmenter le coût de la production de voitures et des nombreux autres biens fabriqués à partir de l'acier. Le protectionnisme est donc un jeu dangereux.*

*Mais le fait que le protectionnisme détruit de la richesse n'est sans doute pas sa pire conséquence. Le protectionnisme détruit surtout la paix. Voilà une justification suffisante pour tous les gens de bonne volonté, tous les amis de la civilisation, de faire entendre leur voix avec force contre le nationalisme économique qui est une idéologie du conflit fondée sur l'ignorance et menée en pratique par le protectionnisme. Il y a deux cent cinquante ans Montesquieu notait que « l'effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels ».*

*Le produit du commerce international ayant le plus de valeur est bien la paix. Le commerce international promeut la paix, en partie en unissant des peuples différents dans une culture commune du commerce – un processus quotidien d'apprentissage des autres : de leurs langues, leurs normes sociales, leurs lois, leurs attentes, leurs besoins et leur talents. Le commerce international promeut la paix en encourageant les peuples à tisser des liens de coopération mutuellement bénéfique. Exactement comme le commerce unit les intérêts de Paris et Lyon, de Boston et Seattle, de Calcutta et Bombay, il unit aussi les intérêts de Paris et Portland, de Boston et Berlin, de Calcutta et Copenhague – et des peuples de toutes les nations qui commercent entre elles. Une large et rigoureuse recherche empirique soutient la proposition que le commerce international promeut la paix. La deuxième guerre mondiale est sans doute l'exemple le plus tragique de ce qui arrive lorsque cette proposition est ignorée.*

*Le commerce international s'est effondré de 70 % entre 1929 et 1932, en très grande partie du fait des droits de douanes américains imposés par la loi Smoot-Hawley en 1930 et des droits de douanes fixés en représailles par les autres nations. L'économiste Martin Wolf note que « cet effondrement du commerce international a été une incitation à la recherche de l'autarcie et du Lebensraum,*

*essentiellement en Allemagne et au Japon ». Les guerres les plus terrifiantes et meurtrières de l'histoire de l'humanité s'ensuivirent. En réduisant les guerres, le commerce international sauve des vies. Le commerce international sauve aussi des vies en accroissant la prospérité et en l'étendant à de plus en plus de peuples.*

*La preuve qu'un commerce plus libre favorise la prospérité est tout simplement écrasante. La prospérité permet à des hommes et des femmes ordinaires de vivre des vies plus longues et en meilleure santé. Et avec des vies plus longues, en meilleure santé et dans la paix, les peuples intégrés à l'économie mondiale ont plus de temps pour profiter d'une large gamme d'expériences culturelles par le biais du libre échange. La culture s'enrichit de contributions venant de tout autour de la planète, rendues possible par un libre échange des biens, des services et des idées. Il ne fait nul doute que le libre échange accroît la prospérité matérielle.*

*Mais son bienfait le plus important ne se mesure pas en termes monétaires. Ce bienfait, ce sont les vies plus libres, plus épanouies, et moins susceptibles d'être abîmées ou anéanties par les atrocités de la guerre. En conséquence, nous les cosignataires, joignons nos forces pour demander aux Etats de toutes les nations de résister aux appels de la part de ceux, cupides et à la vue courte, qui veulent élever les barrières au commerce. En outre, nous les exhortons à faire tomber les barrières protectionnistes au libre échange existantes. A chaque Etat, nous disons : laissez vos citoyens profiter non seulement de vos champs, vos usines et vos génies nationaux mais aussi de ceux de la terre entière. Les récompenses seront la prospérité, des vies plus riches, et la jouissance de cette bénédiction qu'est la paix ».*

L'équipe de rédaction de la Nouvelle Lettre a besoin de quelques jours de réflexion pour bien analyser ce qui va changer dans le système capitaliste tel que le sommet des G 20 l'a reconstruit. D'autre part, nous devons nous empresser d'aller retirer nos deniers personnels des paradis fiscaux où nous les avons mis jusqu'à présent à l'abri de la rapacité du fisc français, afin de les mettre à la disposition de notre Etat, dans un esprit de solidarité citoyenne et durable. Tout cela nous prendra du temps.

Enfin, certains d'entre nous sont encore chrétiens et veulent fêter Pâques, symbole de la seule refondation qui vaille, celle de l'humanité entière.

Autant de manières différentes de vous annoncer que le prochain numéro de la Nouvelle Lettre sera daté du samedi 18 avril. Joyeuses Pâques.

## **AU SOMMAIRE DU N°993 :**

**EDITORIAL :** Du jamais vu pp. 1-2

**CONJONCTURE :** Et si la vraie menace c'était l'inflation ? pp. 2-3

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR :** L'ONU de plus en plus représentative p. 4 - Derrière la crise tchèque, une crise européenne ? p. 5 – Une vraie mauvaise nouvelle : la chute du commerce mondial p. 6 – Pétition contre le protectionnisme p. 7-8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.**

## **LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)